



Communiqué de presse SNEP-FSU Guadeloupe :
STOP à la République Bananière !

Notre archipel dispose de **services à gestion déconcentrée** ayant la charge de gérer les fonctionnaires d'Etat qui doivent faire appliquer sur notre territoire la politique nationale au même titre que dans tous les autres territoires de notre République. **Le rectorat en fait partie !**

Le SNEP-FSU Guadeloupe se pose donc les questions suivantes :

Qu'est-ce qui amène M. le Recteur à qualifier la gestion de carrière des enseignants par le ministère "d'idéologie" quand le SNEP-FSU Guadeloupe demande à ce que, dans une logique de déconcentration, la même gestion soit appliquée à tous les enseignants de notre territoire en tant que fonctionnaires d'Etat ?

Qu'est ce qui amène M le Recteur à réinterpréter le protocole national de gestion des carrières PPCR, signé par la majorité des Organisations Syndicales et le gouvernement, en laissant renforcer des éléments de subjectivité ayant été minimisés ?

Qu'est-ce qui amène M. le Recteur à considérer que notre académie dispose de caractéristiques différentes des autres académies en terme de ressources humaines le conduisant à différencier la gestion des carrières des enseignants servant sur notre territoire ?

Qu'est-ce qui amène M. le Recteur à créer des distorsions de gestion de carrière entre enseignants des mêmes disciplines occupant les mêmes postes dans les EPLE de notre académie ?

Qu'est-ce qui amène M. le Recteur à mettre en grande difficulté technique, juridique, éthique ses services administratifs en les empêchant de bénéficier du développement applicatif du ministère leur permettant de fournir les documents conformes au dialogue social en CAPA ?

Qu'est-ce qui amène M. le Recteur à générer en conséquence de la tension entre les agents de ses services administratifs et les enseignants qu'ils gèrent ?

Le SNEP-FSU Guadeloupe considère que cette gestion n'est pas le fait de notre Recteur actuel mais le fruit d'une politique menée en d'autres temps et qu'aucun Recteur n'a remis en cause pour des raisons plus proches de celles d'une République bananière que d'une gestion étayée en terme de bilan social et humain.

Le SNEP-FSU Guadeloupe exhorte donc M. le recteur à, enfin, considérer que servir pour un enseignant sur notre territoire doit lui garantir une gestion de carrière analogue à celle de tous ses pairs, aussi bien dans notre archipel que sur tout le territoire national.